

Allemagne : une transition énergétique efficace mais coûteuse

Le cas de l'Allemagne s'avère particulièrement instructif pour analyser les avantages et handicaps d'une politique de transition énergétique.

Ce pays a entamé en 2011, suite à la catastrophe de Fukushima, un tournant énergétique radical, la "Energiewende", qui vise d'une part à abandonner complètement le recours à l'énergie nucléaire avant 2022, et d'autre part à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays de 80 à 95 % avant 2050 en s'appuyant massivement sur les énergies renouvelables, qui devront représenter 80 % du mix électrique. La note d'analyse, montre que l'Allemagne, pourtant riche et disposant d'une industrie hautement compétitive, doit faire face à de nombreuses difficultés tant techniques que financières et sociétales. Le réseau électrique doit être renforcé et développé sur des milliers de kilomètres, et les opérateurs se heurtent à l'acceptabilité des populations, à la complexité de mise en œuvre du raccordement des éoliennes en mer et à des dépenses d'investissement estimées à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Le stockage de l'électricité, indispensable à la gestion des éoliennes et du solaire photovoltaïque qui ne produisent de l'électricité que quand il y a du vent et du soleil, n'est pas au point et constitue encore un défi technologique majeur. Mais surtout, rien que pour remplacer ses 17 réacteurs nucléaires, l'Allemagne devra déboursier entre 200 et 400 milliards d'euros. Le simple développement de tous les panneaux solaires photovoltaïques, qui pourtant comptent pour moins de 4 % du bilan électrique, a déjà coûté 110 milliards d'euros aux consommateurs et coûte chaque année 8 milliards d'euros de plus. En parallèle, l'Allemagne renforce son parc de centrales au charbon qui produit déjà près de 50 % de l'électricité du pays, et se tourne également vers le gaz en passant des accords d'approvisionnement avec la Russie. Au-delà de ces difficultés de financement, l'acceptation du projet par l'opinion publique semble de moins en moins acquise : alors que jusqu'à maintenant, les Allemands avaient accepté un prix élevé de l'électricité, déjà deux fois celui de la France, les dernières enquêtes montrent que la population serait opposée à la hausse des prix de l'électricité envisagée dans cette transition, évaluée à plus de 30 % d'ici 2020. L'industrie allemande, très orientée vers l'exportation et jusqu'alors protégée contre des prix élevés grâce à des mesures fiscales mises en place par l'Etat, commence également à craindre pour sa compétitivité.